

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 28 Février 2014
n°238



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Dimanche 16 février.

Beni : un journaliste succombe à ses blessures après une attaque des rebelles de l'ADF. Les rebelles ougandais de l'ADF ont tendu une embuscade à un véhicule de l'armée dans lequel se trouvaient trois journalistes samedi 15 février dans le village de Lesse, dans le secteur de Beni-Mbau. L'un d'eux, Kennedy Muliwavyo de la Radio-Télévision Muungano d'Oïcha est décédé dimanche 16 février matin à l'Hôpital général d'Oïcha, selon les responsables de sa radio. Il avait reçu deux balles lors de l'embuscade, l'une au ventre et l'autre à la tête.

Ituri: les professeurs de l'Université de Bunia en grève. Les enseignants de l'Université de Bunia (Unibu) ont lancé, samedi 15 février, un mouvement de grève générale, après un délai de préavis de près d'une semaine. Les membres des corps administratif, technique ainsi que les ouvriers de cette institution supérieure et universitaire exigent le paiement de leurs salaires du mois de janvier dernier. Ils réclament qu'ils soient payés par voie bancaire.

Nord-Kivu : les Farde et miliciens APCLS s'affrontent à Bukombo. Des combats opposent depuis samedi 15 février les Forces armées de la RDC et des miliciens Nyatura à Bukombo, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon des sources sécuritaires dans ce territoire, un officier de l'armée congolaise et deux de ses gardes du corps seraient tués.

RDC : le député Willy Bakonga accusé de viol sur mineur. Le député national, membre de la Majorité présidentielle (MP) est en détention provisoire depuis vendredi 14 février au Parquet général près la Cour d'appel de la Gombe à Kinshasa. Il serait poursuivi pour viol sur une mineure.

RDC : des ONG réclament que le 16 février soit décrétée « journée fériée ». Des ONG exigent que la journée du 16 février soit décrétée « journée fériée ». Le président du Conseil national de la culture, Augustin Tantu Mey, a affirmé dimanche que les autorités devraient honorer des personnes qui ont été massacrées pour avoir réclamé la réouverture de la Conférence nationale souveraine. Des centaines de personnes ont été tuées le 16 février 1992 à Kinshasa par les forces de l'ordre. Le régime de l'ancien président Joseph Mobutu ne voulait pas de cette marche.

Festival Amani : une dose d'amour peut contribuer à la fin de la guerre, selon Lokua Kanza. Le Festival Amani se clôture dimanche 16 février au collège Mwanga de Goma. A l'affiche de cette dernière journée, on compte l'artiste congolaise Alicos Pheluju évoluant en Suède, le Burundais Albert Kulu, et la star internationale Lokua Kanza qui va clôturer l'événement. Selon lui, on peut contribuer d'une certaine manière chacun avec une dose d'amour de l'autre pour que la guerre à l'Est de la RDC cesse à jamais. L'attachée culturelle de l'ambassade des Etats Unis, Johan Kahaeli a réaffirmé l'importance que revêt cette initiative de paix pour son pays. Une opportunité pour l'ambassade de promouvoir un environnement culturel. Des villages humanitaires ont aussi été installés pendant ce festival pour véhiculer les messages de paix à travers des expositions d'œuvres d'arts. **Festival Amani: Martin Kobler fait l'éloge de la culture.** Le patron de la Monusco, Martin Kobler, a assisté samedi 15 février aux spectacles de la deuxième journée du Festival Amani à Goma (Nord-Kivu). A son arrivée dans la capitale provinciale du Nord-Kivu, il a fait l'éloge de la culture. «C'est la deuxième fois, cette semaine, que je suis à Goma. Je suis rentré à Goma justement pour le Festival Amani. Je crois que c'est très important. On a les actions militaires, on a la restauration de l'autorité de l'Etat, aujourd'hui c'est la culture», a indiqué le chef de la mission onusienne en RDC, avant d'ajouter: «Je crois que c'est aussi très bien de se reposer, de danser, de chanter et d'écouter

les artistes. Je me réjouis de ne pas parler politique aujourd'hui. On va se concentrer sur la culture et sur les festivités d'Amani». Rappelant avoir été directeur général de la culture au ministère allemand des Affaires étrangères, Martin Kobler a déclaré que la culture est une force. «On n'a pas de développement sans culture. Le développement politique doit être complété par la culture. On l'appelle Soft power. C'est une force molle qui peut comme l'eau faire bouger beaucoup plus que parfois la force militaire», a-t-il poursuivi. Le Festival Amani s'est ouvert le vendredi 14 février à Goma. De nombreux habitants de la capitale provinciale du Nord-Kivu ainsi que des représentants des associations des jeunes de la province ont pris part à la cérémonie d'ouverture. Le Festival Amani se veut plus qu'un simple moment de festivités. En dehors des productions musicales, des villages humanitaires sont installés pour véhiculer les messages de paix à travers des expositions d'œuvres d'arts. «Nous voulons que ce festival devienne un moyen de rapprochement entre les peuples. La réalisation d'un tel festival à Goma, ouvert à tous les habitants de la région des Grands Lacs, rassemblant des artistes internationaux mais également ceux représentatifs des différents groupes et ethnies de la région, sera un élément fédérateur de paix, de réconciliation ainsi qu'un moyen d'attirer l'attention internationale sur une région magnifique où la population, en majorité jeune, est sacrifiée depuis trop longtemps», avait déclaré le promoteur de ce festival, Eric de Lamotte. (Radio Okapi)

Lundi 17 février.

Nord-Kivu: les défis à relever après les dernières victoires des Fardc sur les ADF. Les militaires congolais contrôlent depuis vendredi 14 février tous les bastions des rebelles ougandais des ADF et tous les villages situés sur la route Mbau-Kamango à Beni au Nord-Kivu. Après ce succès militaire, les autorités administratives et locales ont appelé les populations à retourner dans ces zones libérées par les Forces armées de la RDC. Mais les observateurs estiment qu'à ce stade il faudrait consolider les positions des FARDC, accompagner la réinstallation des déplacés qui rentrent chez eux et réhabiliter la route Mbau-Kamango.

Clôture du Festival Amani à Goma. Le Festival de musique et de danse Amani s'est clôturé le dimanche 16 février dans la soirée à Goma au Nord-Kivu. Des artistes congolais et de la sous-région des Grands Lacs ont fait danser des milliers d'habitants du chef-lieu de cette province avec des chansons appelant à la paix et à la réconciliation. Le public venu nombreux a salué une initiative qui promeut la paix dans une région en proie à des conflits armés depuis plus de deux décennies. « L'objectif poursuivi est atteint au niveau culturel, au niveau du rassemblement et pour l'appel à la paix », s'est réjoui l'initiateur de ce festival, Eric de La Motte. Le chanteur Lokua Kanza dont le spectacle a clôturé le festival a déclaré que sa présence à cette manifestation était un devoir. L'organisation du Festival Amani a nécessité 250 000 dollars et le travail de près de 700 volontaires. Les recettes qu'il a générées serviront à la construction de nouveaux bâtiments au Foyer culturel de Goma où sont organisés plusieurs événements culturels et sportifs. **Appel à la paix.** Au début de ce festival, les organisateurs ont rédigé un texte intitulé « Appel international pour la paix ». Il a été imprimé et sur des supports géants placés dans l'enceinte où était organisée la manifestation. Le public a été convié à apposer des signatures sur ces supports pour marquer son approbation. Ce texte invite chacun à œuvrer pour le retour de la paix au Nord-Kivu. A la fin du festival, des signatures recouvraient pratiquement l'ensemble du texte. Cet appel international pour la paix a été lu à la clôture de la manifestation en français et en swahili par deux jeunes de Goma. En voici en extrait : «Notre génération n'a pas connu la paix. Cela doit changer. Nous chantons la paix car elle est notre seul espoir. Le Nord-Kivu et notre population ne l'ont jamais autant désirée. Nous lançons donc un appel solennel pour que la paix soit portée par tous et pour que l'intérêt du bien commun soit dorénavant la première priorité de toutes nos actions. Chacun doit y apporter sa contribution. En effet, ce n'est qu'ensemble, tous unis, que la paix redeviendra une réalité vivante et dynamique, source d'espoir et de développement. Nous sommes aujourd'hui tous rassemblés par-delà les frontières pour appeler à la paix. Nous lançons un appel solennel et vibrant pour que notre cri, espoir d'un avenir meilleur, soit partout entendu, compris et suivi d'actions. ». (Radio Okapi)

RDC : 40 millions USD alloués à la lutte contre la mortalité maternelle et infantile. L'Union européenne alloue 40 000 000 de dollars américains à un programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile au Kasai-Occidental, au Kasai-Oriental, au Nord-Kivu et dans le district de l'Ituri en Province Orientale. Ce programme conjoint du gouvernement congolais et de l'Unicef a pour but d'améliorer la couverture et la qualité des services et des soins liés à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, comme l'indique un communiqué des différents acteurs de ce programme, publié vendredi 14 février. Durant trois ans, ce programme prendra en charge 480 000 femmes en âge de procréer et 473 000 enfants de moins de cinq ans. Ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts déjà entrepris par le gouvernement à travers son approche globale de santé lancée en 2013. Il s'était fixé pour but de sauver 430 000 enfants âgés de zéro à cinq ans et 7900 mères d'ici fin 2015. Selon le communiqué conjoint du gouvernement congolais, l'Union européenne et l'Unicef, malgré les progrès enregistrés entre 2001 et 2010, la RDC est encore le

3ème pays où le taux de décès des enfants de moins de cinq ans est le plus élevé au monde après l'Inde et le Nigeria. En RDC, un enfant sur six meurt avant ses cinq ans. (Radio Okapi)

Kyungu préconise la création d'emplois pour les Bakata Katanga favorables au désarmement. « L'unique solution pour mettre fin au phénomène Bakata Katanga qui sème la mort et la désolation au sein de la population reste la création d'emplois pour occuper ceux qui acceptent de déposer les armes et le recours à la force contre ceux qui s'y refusent », a déclaré, samedi 15 février, le président de l'assemblée provinciale du Katanga, Kyungu wa Kumwanza. Il s'est exprimé au cours d'une conférence de presse à Lubumbashi après plusieurs missions effectuées dans sa province.

Bandundu: début de la vaccination contre la rougeole à Idiofa. Le gouvernement a lancé lundi 17 février la riposte contre l'épidémie de rougeole dans la zone de santé d'Idiofa, à 131 km de la ville de Kikwit (Bandundu). Cette campagne de vaccination menée par le Programme élargi de vaccination (Pev), vise les enfants dont l'âge varie entre 6 mois et 10 ans.

Equateur: les autorités et la société civile s'inquiètent du redéploiement de la Monusco à l'Est. Le gouvernement provincial et la société civile de l'Equateur s'inquiètent du futur redéploiement de la Monusco dans l'Est du pays. Selon le gouverneur de province intérimaire, Sébastien Impeto, l'afflux des réfugiés centrafricains qui fuient l'insécurité dans leur pays, nécessite une attention particulière des autorités locales et de la communauté internationale.

Katanga: 261 000 USD pour reconstruire le village Kasama. Le gouvernement provincial du Katanga a débloqué, le 12 février dernier, une enveloppe de 240 millions de francs (261 000 dollars américains) pour la reconstruction des maisons et des écoles, incendiées à Kasama. Ce village, situé à 60 km au Nord-Ouest du chef-lieu du territoire de Pweto (Katanga) a été totalement détruit le 6 janvier dernier par la coalition de groupes armés dénommée « Musalaba ».

Nord-Kivu : les Fardc déclenchent des combats contre les APCLS à Nyabiondo. Les Forces armées de la RDC sont engagées, depuis lundi 17 février dans les combats contre les rebelles de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) dans la région de Nyabiondo, à une dizaine de kilomètres du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon le porte-parole militaire dans cette province, le colonel Olivier Hamuli, l'objectif est de reprendre le contrôle de cette zone et de poursuivre les miliciens jusque dans la localité de Lukweti, à environ 10 kilomètres de Nyabiondo, le quartier général de l'APCLS.

Equateur : Radio Okapi émet pour la première fois à Zongo. Radio Okapi émet pour la première fois sur la bande FM dans la ville de Zongo en Equateur sur la fréquence 95.1 MHz depuis le samedi 15 février dernier. Selon l'équipe technique de la Monusco, l'émetteur-relai a un rayon d'émission de 30 à 50 kilomètres. Cet émetteur va assurer la diffusion de la Radio Okapi à Zongo et dans les localités voisines ainsi qu'à Bangui, la capitale centrafricaine.

Les armateurs du Sud-Kivu en grève. Les armateurs de la province du Sud-Kivu et les responsables des ports sont entrés en grève ce lundi 17 février. Ils ont mis à exécution la menace qu'ils avaient formulée dans un mémo adressé au Premier ministre Matata Ponyo le 8 février dernier. Ils dénonçaient dans ce document « les perceptions illégales des taxes, frais, droits et redevances asphyxiantes, injustifiées et non fondées, qui selon eux, contribuent à la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés ».

Equateur: 350 Congolais vivant à Bangui rapatriés par le HCR. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rapatrié 350 réfugiés congolais vivant en Centrafrique vers le territoire congolais de Zongo, dans la province de l'Équateur. Ces Congolais qui vivaient à Bangui ont fui les conflits armés qui secouent la capitale centrafricaine depuis le renversement du président François Bozize. Selon Céline Schmitt, chargée de communication du HCR en RDC, ces 350 Congolais ont été emmenés en deux convois de Bangui à Zongo, d'où ils seront reconduits dans leurs villages respectifs. Un convoi a été organisé lundi 17 février par le HCR pour rapatrier les réfugiés originaires du territoire de Libenge.

Nord-Kivu : la Société civile de Masisi appelle l'armée à se déployer à Mwima. Le président de la Société civile de Masisi appelle l'armée à se déployer dans la localité de Mwima, à une centaine de Km à l'ouest de Goma, dans le Nord Kivu. Selon cette structure citoyenne, les milices Mai-Mai Fédération de défense pour les Congolais (FDC), Alliance du peuple pour un Congo libre (APCLS) et Nyatura y multiplient des exactions, pillages et extorsions des produits agricoles des populations. 12 personnes ont été tuées le week-end dernier durant des affrontements entre ces groupes armés, indique pour sa part l'administrateur du territoire de Masisi.

Mardi 18 février.

RDC : l'avocat du Norvégien Joshua French demande sa libération pour raison de santé. L'avocat du Norvégien Joshua French, jugé pour le meurtre de son compatriote Tjostolv Moland, plaide pour la libération de son client. Au cours de l'audience tenue lundi 17 février à la prison de Ndolo à Kinshasa, Me Marie André Mwila Kayembe a brandi un rapport médical affirmant que son client souffre d'un syndrome post-traumatique qui le pousse au suicide. Il demande que son client soit transféré dans un hôpital pour être soigné. Une thèse que ne partage pas le médecin du ministère public.

RDC: la compagnie aérienne Gomair reprend ses vols après 2 mois de suspension. La compagnie d'aviation Gomair a repris ses vols sur Kinshasa, Mbuji-Mayi et Goma jeudi 13 février. Elle avait été suspendue sur décision gouvernementale pendant deux mois après une panne survenue sur un de ses appareils à l'aéroport de Kisangani, affirme le chef d'escale de Gomair à Mbuji-Mayi. Le gouvernement a levé cette mesure après que Gomair a justifié la capacité technique de ses appareils opérant en RDC, souligne-t-il.

Kinshasa-Matadi: les sociétés de transport commencent à respecter leurs engagements. Le président urbain du Syndicat de la fédération des ouvriers du transport routier du Congo, André Tshikoj, affirme que près de 90 % de sociétés de transport exploitant la route entre Kinshasa et Matadi commencent à honorer leurs engagements revoyant à la hausse les salaires et primes de leurs chauffeurs et convoyeurs. Le syndicaliste se réjouit de ce qu'il considère comme un « geste encourageant ».

Province Orientale: 3 tonnes de moustiquaires disponibles pour Tshopo-Lomami. Plus de 3 tonnes de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été remises, lundi 17 février, aux huit zones de santé du district sanitaire Tshopo-Lomami, en Province Orientale. Ce lot est un don du projet Initiative du président américain (PMI) pour combattre le paludisme dans cette contrée. Le chargé de suivi de ce projet, Emmanuel Likunde, a indiqué que ces moustiquaires seront remises gratuitement aux femmes enceintes et aux nouveau-nés lors des consultations prénatales et la vaccinations de routine.

Maniema: 11 femmes soignées de la fistule à Kindu. L'ONG Caritas développement a opéré 11 femmes de la fistule sur une vingtaine enregistrée, en une semaine, à la Maternité de Kindu, chef-lieu du Maniema. Le gynécologue Pascal Manga Okenge attend d'autres femmes en provenance de Lukando, localité située à 60 km de la capitale provinciale du Maniema.

Bas-Congo: les autorités provinciales appelées à traquer les Kuluna. La Nouvelle société civile du Bas-Congo appelle les autorités provinciales à prendre des mesures contre gangsters communément appelés «Kuluna », à Matadi, Boma et Tshela. Le coordonateur de cette organisation citoyenne, Simon Nsilulu, a lancé son appel lundi 17 février au cours d'un échange avec la presse locale sur la situation sécuritaire au Bas-Congo.

Nord-Kivu: l'armée déloge les miliciens APCLS de Nyabiondo. L'armée congolaise a délogé depuis le lundi 17 février en début d'après-midi les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) de Nyabiondo dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Des sources sur place indiquent que cette localité a été reprise après d'intenses combats qui ont opposé militaires et miliciens pendant près de six heures.

Sud-Kivu : la grève des armateurs suspendue. Les armateurs de la province du Sud-Kivu et les responsables des ports ont suspendu, mardi 18 février, la grève déclenchée la veille pour dénoncer «les perceptions illégales des taxes » qui leur sont imposées. Ils ont repris le travail à la grande satisfaction de matelots, de personnes qui exercent diverses activités aux ports, des voyageurs et des commerçants.

RDC : le rapatriement des réfugiés vivant en République du Congo continue jusqu'au 30 juin. La RDC, la République du Congo et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont décidé de poursuivre les activités de rapatriement des réfugiés de la RDC vivant en République du Congo jusqu'au 30 juin prochain. Cette décision a été annoncée dans le communiqué sanctionnant la fin des travaux de la 3ème réunion de la Commission tripartite tenue lundi Brazzaville. Les trois parties se sont ainsi convenues d'intensifier la sensibilisation des réfugiés sur leur retour de février à juin 2014.

RDC : le Renadhoc demande la mise en place de la Commission nationale de droit de l'Homme. La mise en place de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) dont le président de l'Assemblée nationale avait fait allusion au début de la session extraordinaire le 6 janvier n'a pas eu lieu. Le secrétaire exécutif national du Réseau des ONG des droits de l'homme en RDC (Renadhoc), Fernandez

Murhola l'a décrié lundi 17 février. Il demandé au bureau de l'Assemblée nationale de s'acquitter de « son devoir légal ».

Ituri : Norbert Ezadri demande aux groupes armés de profiter de l'amnistie pour désarmer. Le rapporteur de l'Assemblée nationale, Norbert Ezadri Eguma, demande aux groupes armés actifs en Ituri de déposer les armes pour bénéficier de la loi sur l'amnistie adoptée au Parlement au début du mois de février. Il a lancé cet appel le lundi 17 février à Bunia où il passe ses vacances parlementaires.

RDC : Vital Kamerhe rend hommage aux victimes de la guerre de l'Est. Le président du parti Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a rendu hommage mardi 18 février aux victimes civiles et militaires tombées au cours des violences dans l'Est de la RDC. Au cours d'un meeting tenu à Goma, dans le Nord-Kivu, l'ancien allié du président Joseph Kabila s'est aussi montré très critique vis-à-vis du gouvernement, dénonçant le manque d'infrastructures de base dans cette capitale provinciale comme dans le reste du pays.

Nord-Kivu : plus de 1 000 déplacés arrivés à Masisi-Centre dorment à la belle étoile. Environ mille déplacés, principalement des enfants et des femmes âgées, sont arrivés à Masisi centre, à 100 km à l'ouest de Goma, dans le Nord-Kivu. Ces déplacés ont fui les combats entre l'armée et les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), en coalition avec des miliciens Nyatura, à Nyabiondo, Luashi, Bonde et Bukondo, toujours dans le territoire de Masisi. Le président de la Société civile de Masisi affirme que ces sinistrés manquent de tout et couchent à la belle étoile. Il appelle les autorités à leur venir en aide.

Unikin : Martin Kobler explique aux étudiants la nouvelle configuration de la Monusco. Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler, a rencontré mardi 18 février des étudiants de l'Université de Kinshasa. Au cours de cette rencontre, le chef de la mission onusienne a expliqué le mandat de la Monusco, son rôle et sa reconfiguration en RDC. Martin Kobler s'est particulièrement attaché à répondre aux questions de ses interlocuteurs sur la nouvelle dynamique de la Monusco pour le retour de la paix et de l'autorité de l'Etat dans le pays.

Kinshasa : les médecins ghanéens de la Monusco offrent des soins dentaires gratuits. Plus d'une centaine de personnes ont reçu mardi 18 février des soins dentaires gratuits au quartier général du bataillon ghanéen de la Monusco, au Rond Point Socimat, en face de Tractafric, à Kinshasa. Les médecins ghanéens y soignent gratuitement les maux de dent et autres pathologies tous les mardis et jeudis. L'unique condition pour bénéficier de ces soins est de se présenter suffisamment tôt afin de se faire enregistrer.

Mercredi 19 février.

Province Orientale: échange de tirs entre deux unités de l'armée à Mambasa. Deux unités de l'armée se sont tirées dessus mardi 18 février dans la cité de Mambasa, à environ 180 km au sud-ouest de Bunia, en Ituri (Province Orientale). Selon des sources locales, les militaires basés à Mambasa voulaient contrôler ceux qui revenaient du front, en territoire d'Irumu, et qui se rendaient à Kisangani. Ces derniers, lourdement armés, ont résisté en déclenchant un échange de tirs. Les activités sont restées paralysées tout l'après-midi dans cette cité.

Nord-Kivu: un député s'inquiète du sort des otages détenus par les ADF. En vacances parlementaires à Beni, le député Grégoire Kiro Tsongo invite le gouvernement à tout mettre en œuvre pour retrouver les otages détenus par les rebelles ougandais des ADF. L'armée mène depuis le mois de janvier une opération pour désarmer tous les groupes armés actifs à Beni dont cette rébellion soupçonnée de détenir des centaines de personnes en otage dans cette partie du Nord-Kivu.

Sud-Kivu: 10 cas de vols armés enregistrés à Fizi. Dix cas des vols armés ont été enregistrés en l'espace d'un mois dans les localités du territoire de Fizi, à 300 km à l'Est de Bukavu (Sud-Kivu). Le secrétaire exécutif de l'ONG Association des Nations unies pour la RDC (Anu/Congo), Cissa wa Numbe, l'a dénoncé au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue, mardi 18 février, à Baraka-centre. Des témoins accusent des miliciens Maï-Maï d'être à la base de ces actes de banditisme dans le territoire de Fizi.

RDC : Vital Kamerhe demande aux groupes armés de déposer les armes. Vital Kamerhe demande aux groupes armés locaux et étrangers de se rendre aux Forces armées de la RDC (Fardc). Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a lancé cet appel mardi 18 février à Goma où il est arrivé en début d'après-midi pour une « caravane de paix ».

Mbuji-Mayi : des bandits armés s'attaquent aux familles indemnisées après l'explosion. Des bandits armés surnommés « suicidaires » s'attaquent depuis plusieurs semaines aux habitants du quartier Snel dans la commune de Dibindi à Mbuji-Mayi. Depuis l'explosion de la poudrière du camp militaire Nyongolo en janvier dernier, ils s'attaquent aux familles de victimes qui ont été indemnisées. A en croire des témoins, les bandits qui attaquent les familles de ce quartier exigent qu'elles leur remettent toutes les indemnisations reçues.

Province Orientale : l'annonce du départ du Pam inquiète les réfugiés centrafricains d'Ango. Les réfugiés centrafricains du camp de Mboti situé dans la cité d'Ango, à plus de six cents kilomètres au Nord de Kisangani (Province Orientale) s'inquiète de leur survie après l'annonce du départ du Programme alimentaire mondiale (Pam) de cette zone. Ils ont présenté leurs préoccupations le week-end dernier à une délégation de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) en mission sécuritaire dans cette juridiction.

Katanga: la Monusco va déployer des casques bleus à Pweto. La Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) va déployer des casques bleus à Pweto, dans le Katanga, a indiqué mercredi 19 février le commandant des forces de la mission, le général Carlos Santos Cruz. Au cours de la conférence hebdomadaire de la Monusco à Kinshasa, l'officier militaire onusien a expliqué que ces forces auront pour rôle de sécuriser et protéger la population dans cette partie de la province qualifiée de « triangle de la mort ».

L'UE prête à appuyer la RDC dans la réinsertion des ex-combattants. L'Union européenne est prête à appuyer la RDC dans la réinsertion des ex-membres des groupes armés, a déclaré mardi 18 février l'ambassadeur de cette organisation en RDC, Jean-Michel Dumont. Ce dernier visitait le centre de regroupement de Bweremana, dans la localité du même nom, à 48 km au sud de Goma, dans le Nord Kivu. Seulement, indique Jean Michel Dumont, l'UE attend de voir comment le gouvernement va organiser cette réinsertion afin de déterminer son appui à ce processus.

La RDC veut intégrer la zone de libre-échange du Comesa. Le ministre congolais de l'Economie, Jean-Paul Nemyato, a déclaré mardi 18 février que la RDC voulait adhérer à la zone de libre-échange du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa). C'était lors de l'ouverture de la 32e réunion à Kinshasa du Comité intergouvernemental de cette communauté régionale économique. Jean-Paul Nemyato a expliqué avoir élaboré avec son collègue des Affaires étrangères un projet de loi portant adhésion de la RDC à la zone de libre-échange du Comesa. La 32e réunion du Comité intergouvernemental du Comesa ouverte mardi à Kinshasa est organisée en prévision du 17e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation prévu les 26 et 27 février prochains dans la capitale congolaise. Au cours de la rencontre des chefs d'Etat, les discussions vont porter sur la consolidation du commerce au sein de cet espace économique à travers le développement des petites et moyennes entreprises. Le Comesa compte 20 pays membres. Il a été créé en 1981 pour mettre en place un marché unique entièrement intégré en matière de libre circulation des biens, des services, du capital et des personnes. (Radio Okapi)

Bas-Congo: 4100 tortues remises à l'océan atlantique à Moanda. L'ONG Action communautaire pour le développement et l'encadrement social (Acodev) a remis environ 4100 tortues à la mer, en l'espace de six mois, à Moanda, cité côtière située à 200 km à l'Ouest de Matadi (Bas-Congo). Le coordonnateur de cette organisation citoyenne, Samuel Mbungu Ndamba, a indiqué que cette opération a été réalisée sur financement du PNUD et de l'ONG américaine USSWS au littoral des cités de Banana, Tonde et Nsiamfumu. Il a indiqué que son organisation a battu le record jamais réalisé en RDC en ce qui concerne la sauvegarde de cette espèce en voie de disparition. Pour Samuel Mbungu, ce record a été rendu possible avec l'augmentation du nombre d'environnementalistes (éco-gardes) qui est passé de 8 à 18. Ces derniers mènent des patrouilles nocturnes sur le littoral. «La majorité d'entre ces éco-gardes sont des anciens braconniers des tortues marines reconvertis en acteurs de conservateurs de la nature et qui sont maintenant salariés», s'est réjoui le coordonnateur de l'ONG Acodev. De septembre à mars, ces tortues marines femelles sortent de l'océan vers la terre ferme afin d'y déposer leurs œufs. C'est en ce moment qu'elles sont capturées par les filets dormants de pêche artisanale, et par des braconniers à Moanda. L'Acodev cherche d'autres partenaires et sollicite l'implication du gouvernement congolais pour étendre les activités de protection des tortues marines sur tout le littoral qui s'étend sur une distance de 40 km. (Radio Okapi)

Province Orientale: les rebelles Lra kidnappent 19 personnes à Maziga. Les rebelles ougandais de la Lra ont tué une personne et enlevé 19 autres, en deux semaines, dans la localité de Maziga, à 700 km à l'Est de Kisangani (Province Orientale). Le président de la société civile de Nyangara, Marcel Gomolo a dénoncé ce regain d'insécurité et l'absence des militaire ou policière dans la région.

Kasaï-Oriental : 5 cadres de la Banque centrale poursuivis pour détournement de fonds. Cinq cadres de la Banque centrale du Congo (BCC) à Mbuji-Mayi sont poursuivis pour le détournement de 300 millions de francs congolais, soit plus de 326 000 dollars américains. Deux de ces cadres, le chef de bureau de la division provinciale des finances et le chef de division, ont été arrêtés. Ils ont été interrogés par les services de renseignements de la police nationale congolaise, mercredi 19 février. Les trois autres suspects sont toujours recherchés. Le gouverneur de province, Alphonse Ngoyi Kasanji, les a suspendus de leurs fonctions.

Jeudi 20 février.

La crise humanitaire perdure au Katanga, selon Ocha. Le nombre de personnes déplacées est passé de 55 000 en 2011 à 402 000 actuellement, indique le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) dans son bulletin de janvier dernier. Selon Hamani Seydou, chef de bureau d'Ocha au Katanga, cette situation fait du Katanga la province ayant enregistré la plus forte progression des déplacés internes en RDC en deux ans. Il précise en outre que la situation humanitaire et nutritionnelle est alarmante.

L'église catholique dénonce une « main noire » derrière les violences au Katanga. Les Evêques du Katanga dénoncent la présence d'une « main noire » qui manipule et transforme les jeunes du Katanga en tueurs impitoyables et facilite l'approvisionnement en armes et munitions aux miliciens dans cette province. Ils dénoncent aussi l'attentisme du gouvernement central face au drame qui se déroule dans le Katanga. Dans une lettre pastorale intitulée « Pleurons avec ceux qui pleurent » publiée mercredi 18 février, les évêques déplorent notamment les incursions des Maï- Maï Bakata Katanga en pleine ville de Lubumbashi et dans les autres localités de la province.

Sud-Kivu : controverse sur le lieu de déroulement du meeting de Vital Kamerhe. Le président de l'Union pour la nation Congolaise (UNC) est attendu jeudi 20 février dans l'après-midi à Bukavu au Sud-Kivu. A son arrivée, Vital Kamerhe devrait tenir son meeting à la Place de l'indépendance. Mais cette manifestation a été délocalisée pour le stade de la Concorde de Kadutu. Le maire de la ville justifie cette décision par le déroulement « des travaux en cours » sur ce lieu public. Ce qui n'enchant pas les membres de ce parti de l'opposition.

Nord-Kivu : des familles déplacées sans assistance humanitaire à Masisi. Des milliers de familles déplacées qui se sont regroupées, pour la plupart, au chef-lieu du territoire de Masisi (Nord-Kivu) ne sont toujours pas assistées. Ces déplacés sont venus notamment de Kahutu, Kasho, Bondé, Bukombo, Lwashi, Nyabiondo, à l'ouest de Masisi-centre. Ils avaient fui des affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (Farde) et les miliciens de l'Alliance des patriotes congolais pour un Congo libre et souverain (APCLS). Des combats qui ont débuté depuis le week-end dernier.

RDC : lancement du Fonds Okapi pour la réhabilitation des parcs. Le Fonds Okapi pour la réhabilitation et la restauration des parcs et aires protégées en RDC a démarré ces activités mercredi 19 février. Le ministre de l'environnement, Bavon N'Sa Mputu compte sur un plaidoyer efficace du conseil d'administration pour lever au moins 50 millions de dollars américains pour démarrer effectivement la réhabilitation des parcs. Le Fond pour l'environnement mondial a déjà fait un don de 11 500 000 dollars américains au Fond Okapi. Et la Banque mondiale a rendu disponible 20 millions de dollars américains. (Radio Okapi)

Cinq millions USD pour financer la réinsertion des enfants-soldats en RDC. L'Union européenne a lancé trois projets en faveur des enfants en rupture avec la loi et des enfants-soldats au Nord-Kivu, en Province Orientale et à Kinshasa. L'ambassadeur de l'UE en RDC, Jean-Michel Dumond, indique que 5 millions de dollars américains ont été mobilisés pour réinsérer ces enfants dans leurs communautés. Selon le diplomate européen, l'objectif de ces projets est notamment de sensibiliser les communautés pour faciliter le retour des enfants dans leurs milieux d'origine. Ces projets sont également destinés à procurer à ces enfants une assistance psychologique et une formation professionnelle. (Radio Okapi)

Le Norvégien Joshua French condamné à la prison à vie pour le meurtre de son compatriote. Le tribunal militaire de garnison de Kinshasa/Gombe a condamné le mercredi le Norvégien Joshua French à la prison à vie pour le meurtre de son compatriote Tjostov Moland. Les deux Norvégiens, condamnés pour le meurtre d'un chauffeur congolais, partageaient la même cellule à la prison de Ndolo. Pendant tout le procès, l'avocat a défendu que la victime, Tjostolv Moland, s'était suicidée et que l'accusé n'avait aucune raison de tuer celui qui était alors son meilleur ami. Avant cette sentence, Joshua French était déjà condamné à la peine capitale. Avec son compatriote Tjostov Moland, il avait été reconnu coupable du meurtre d'un

chauffeur congolais en 2009 à Bunia. Les deux prisonniers avaient été transférés à la prison de Ndolo en 2011 pour y purger leur peine. Alors qu'ils partageaient la même cellule, Tjostov Moland y a été retrouvé mort le 18 août. (Radio Okapi)

Bas-Congo: la société civile dénonce une incursion de l'armée angolaise à Tampala. La société civile de Songololo (Bas-Congo) dénonce la destruction de deux champs de chanvre et de quatre habitations par l'armée angolaise la semaine passée à Tampala. Elle déplore une violation du territoire congolais.

Sud-Kivu : 5 agressions armées en un mois sur la route Baraka – Bibokoboko à Fizi. Au moins 5 cas d'agressions armées ont été enregistrés sur la route allant de Baraka à Bibokoboko, dans le territoire de Fizi, à une centaine de km au sud de Bukavu, dans le Sud Kivu, rapporte le Réseau d'innovation organisation (Rio) de l'Eglise du Christ au Congo (ECC), une organisation congolaise engagée dans le développement. Le point focal de ce réseau, Emmanuel Kipenduka, appelle les forces de l'ordre à sécuriser les personnes et leurs biens. De son côté, le commandant du 1 004^e régiment des Forces armées de la RDC (Fardc) à Baraka annonce que des soldats ont été déployés sur ce tronçon routier pour y assurer la sécurité.

Bukavu : la police disperse un rassemblement de l'UNC, des blessés. La police a lancé des grenades lacrymogènes et tiré des coups de feu pour disperser un rassemblement de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) jeudi 20 février à la place de l'indépendance à Bukavu, dans le Sud-Kivu. Les militants de ce parti, portant leur président Vital Kamerhe sur le traditionnel tipoye, voulaient l'installer sur l'estrade de cette place où il devait tenir un discours. La police est alors intervenue pour les disperser. Plusieurs personnes ont été blessées dans la débandade qui s'en est suivie. La manifestation avait été interdite plus tôt par le maire de la ville qui avait décidé sa délocalisation vers un autre lieu.

RDC : la Snel annonce un délestage « sévère ». La Société nationale d'électricité (Snel) annonce dans les prochains jours un délestage « sévère » dans plusieurs villes de la République démocratique du Congo (RDC). L'Administrateur délégué général de cette entreprise, Eric Mbala, l'a affirmé jeudi 20 février à Kinshasa. Selon lui, cette situation est due à l'étiage qui touche l'ensemble du bassin versant du fleuve Congo. Ce phénomène naturel a un impact assez grave sur le niveau de la production de l'électricité qui touche cette société étatique dans la plupart des centrales électriques de la RDC. Eric Mbala cite notamment Tshopo (Province Orientale), Ruzizi 1 (Sud-Kivu), Inga (Bas-Congo) ainsi qu'à Nzilo (Katanga) et Nseke. « Nous exploitons 2500 mwatts qui sont installés dans le pays. Près de la moitié est aujourd'hui disponible. Nous produisons aujourd'hui autour de 1000 Mw dans les conditions actuelles », a affirmé l'Administrateur délégué de la Snel. Ce qui fait que les machines travaillent dans des conditions rudes. Face à cet état de chose, la Snel est obligée d'adapter la consommation au niveau de sa production actuelle, a indiqué Eric Mbala. « Le déficit est énorme évidemment et le programme que nous avons mis en marche va nous permettre à l'horizon 2016 de pouvoir doubler le taux de desserte », a-t-il ajouté. Eric Mbala a souligné qu'il sera difficile de mettre complètement fin au délestage à l'heure actuelle. « Quant au délestage, pour l'évacuer complètement, c'est un exercice assez complexe. Parce que le délestage veut dire que nous arrivons à l'équilibre entre l'offre et la demande. Il ne s'agit pas seulement de produire mais de transporter et de distribuer pour arriver à résorber complètement le déficit et éliminer le délestage », a précisé l'administrateur délégué général de la Snel. Cette question de délestage ne sera « résolue que lorsque la question de la production, du transport et de la distribution sera traitée au cas par cas », a précisé Eric Mbala. Il a appelé la population à « ne pas s'énerver, à être calme et attentif aux consignes » que la Snel leur communiquera. Il s'agit entre autre de « l'utilisation rationnelle de l'électricité notamment en remplaçant les ampoules à forte consommation par des lampes économiques ainsi qu'en éteignant les lampes pendant la journée ». (Radio Okapi)

Des élus de l'Equateur peu satisfaits du projet de relance agricole Parrsa. Des députés nationaux et sénateurs de la province de l'Equateur ont affirmé que les effets du Projet d'appui à la réhabilitation et à la relance du secteur agricole (Parrsa) étaient peu perceptibles dans cette province. Ces élus l'ont affirmé jeudi 20 février au cours d'une journée porte ouverte organisée à Kinshasa, en marge de la restitution de la revue à mi-parcours de ce projet par la Banque Mondiale. Selon les responsables du Parrsa, leurs réalisations devraient atteindre une vitesse de croisière cette année.

Likasi : le président du TGI plaide pour un bâtiment propre au Tribunal de paix. Le président de Tribunal de grande instance de Likasi, Joseph Makanzu, plaide pour l'octroi d'un bâtiment propre au Tribunal de paix de cette ville. Selon lui, les deux juridictions partagent un même bâtiment depuis l'incendie du bâtiment du Tribunal de paix par la population en octobre 2010. Faute d'espace suffisant, les audiences sont organisées au sein de la prison urbaine de Boma.

Bukavu: 20 blessés après la dispersion du rassemblement de l'UNC, selon le gouverneur Chisambo. Vingt personnes dont 8 policiers ont été blessées jeudi 20 février dans la débandade qui a suivi la dispersion, par la police, d'un rassemblement de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe à la place de l'Indépendance à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. C'est le bilan livré à Radio Okapi par le gouverneur de province, Marcellin Chisambo. Des militants de l'UNC et ceux du parti au pouvoir, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), se sont lancés des projectiles pratiquement toute la soirée. Marcellin Chisambo accuse l'UNC d'avoir planifié ces violences.

RDC: la MSF a vacciné plus de 1 100 000 enfants contre la rougeole en 2013. L'ONG Médecins sans frontières (MSF) a vacciné, en 2013, plus d'un million cent mille enfants de 6 mois à 15 ans contre la rougeole et soigné près de 30 000 autres contre cette maladie sur l'ensemble de la RDC. Cette organisation a livré ces chiffres dans son communiqué publié jeudi 20 février à Kinshasa.

Vendredi 21 février.

RDC : Vital Kamerhe déplore les incidents de Bukavu. « Hier, j'ai reçu des gaz lacrymogènes, c'était en pleine figure. J'ai vu mon assistant recevoir un coup de baïonnette. La dame qui était à côté a attrapé une balle ». C'est en ces termes que l'opposant Vital Kamerhe a déploré les incidents survenus jeudi 20 février à Bukavu. La police a dispersé ses partisans rassemblés place de l'indépendance pour assister à un meeting dans le cadre de la « caravane de paix » qu'il mène dans l'est de la RDC. Vital Kamerhe estime que ce qui est arrivé pouvait être évité si le pouvoir en place était prévoyant.

Loi sur l'amnistie : l'ONG AUDF réclame réparation pour les victimes. Le gouvernement doit penser à réparer les préjudices subis par les victimes des crimes commis en RDC. Le président de l'alliance pour l'universalité des droits fondamentaux (AUDF), Henry Wembolua l'a déclaré jeudi 20 février à Kinshasa au cours d'une conférence-débat axée sur la loi sur l'amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques, promulguée le 11 février.

Nord-Kivu : des agents de la DGDA se disent victimes d'arrestation arbitraire. Des agents de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) ont affirmé avoir été arrêtés arbitrairement jeudi 20 février à Goma pendant qu'ils s'opposaient au dédouanement frauduleux de deux véhicules par le commandant de la Garde républicaine (GR) à la frontière avec le Rwanda. Ce dernier a nié les faits. Le commandant de la brigade douanière et un inspecteur de la DGDA ont affirmé avoir été menacés, arrêtés et ligotés par des militaires, avant d'être libérés quelques instants après. Cet incident a créé un malaise au sein du personnel de la DGDA à Goma. Les agents de cette régie financière déplorent le fait que les militaires se substituent au service de la douane, violant ainsi l'ordonnance présidentielle qui n'autorise que la présence de quatre services à la frontière, notamment la DGDA, l'Office congolais de contrôle (OCC), la direction générale de migration (DGM) et le service d'hygiène aux frontières. (Radio Okapi)

Katanga: des centaines de déplacés ont fui les Bakata Katanga à Kabola et Kikomo. Des centaines de déplacés ont fui, depuis quelques jours, les exactions des Maï-Maï Bakata Katanga dans les localités de Kabola et Kikomo, en territoire de Pweto (Katanga). Ils sont arrivés, jeudi 20 février, dans la localité de Mupanga, à une quarantaine de km au Sud- Est de Mitwaba-centre au Katanga. Le bureau du territoire de Mitwaba qui livre cette information a indiqué que cette vague de déplacés, composée de femmes enceintes, des vieillards et des enfants, n'est pas encore enregistrée.

Province Orientale: une épidémie tue plus de 100 vaches à Kral Kabeta. L'épidémie du charbon symptomatique a tué plus de 100 vaches, en l'espace de six mois, dans la localité de Kral Kabeta, située à plus de 700 Km au Nord-Est de Kisangani (Province Orientale). Selon l'administrateur du territoire de Mahagi, Jean-Bosco Ngamubiem, plus de septante autres bêtes sont contaminées par cette maladie. Il en appelle à l'intervention des autorités provinciales.

RDC: deux responsables de la coopérative Imara aux arrêts. Le directeur général de la Coopérative d'épargne et crédits Imara, Abélard Mineene a été arrêté, mardi 18 février et transféré à la prison centrale de Munzenze, à Goma (Nord-Kivu). Des sources judiciaires à Goma renseignent que le président du conseil d'administration de cette institution est également aux arrêts et gardé à la prison centrale de Bukavu (Sud-Kivu). La Coopec Imara qui doit plus de 24 millions de dollars américains à ses clients n'a plus de liquidités depuis sept mois. Les clients de la coopérative Imara, à travers le pays, plaident pour que leurs comptes soient débloqués. Ils ne sont plus en mesure de retirer leur argent depuis sept mois. La coopérative d'épargne et crédits Imara a fermé ses portes à Goma depuis une semaine. Ses membres prévoient une assemblée générale mardi 25 février prochain à Goma (Nord-Kivu). La Banque centrale du Congo (BCC) avait formé en avril 2013 à Goma les responsables de la Coopérative Imara sur la gestion afin de leur

permettre d'éviter de manquer de liquidités. Cette formation devrait également éviter aux coopératives de faire des créances douteuses. (Radio Okapi)

RDC : le gouvernement et l'Onu créent un cadre national de concertation humanitaire. Le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muyej Mangez, a annoncé vendredi 21 février la création d'un cadre national de concertation humanitaire réunissant le gouvernement congolais et les organisations des Nations unies. Selon le ministre Muyej, cette plateforme devrait rendre plus visibles, efficaces et concrètes les actions humanitaires menées par les deux partenaires à travers le pays. La crise humanitaire persiste en RDC, notamment dans la province du Katanga, où des milliers de déplacés fuient les exactions des groupes armés.

Martin Kobler déplore les violences qui ont entouré l'arrivée de Kamerhe à Bukavu. Le chef de la mission onusienne en RDC (Monusco) s'est dit vivement préoccupé par les violences qui ont entouré jeudi 20 février l'arrivée du président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, à Bukavu, dans le Sud-Kivu. Des policiers ont tiré des grenades lacrymogènes et des coups de feu pour disperser le rassemblement de ce parti sur la place de l'indépendance. Une personne a été tuée et 47 autres blessées. De son côté, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, affirme qu'il n'y a eu aucun mort dans ces événements.

Sud-Kivu : des hippopotames en divagation dans 4 quartiers de la cité d'Uvira. Des hippopotames provenant du lac Tanganyika envahissent régulièrement quatre quartiers riverains à Uvira, à plus de 120 Km au sud de Bukavu, dans le Sud-Kivu. Selon la population, ces pachydermes s'éloignent à environ un km du lac Tanganyika, depuis plus d'une semaine, pour envahir de nuit les quartiers Kilibula, Nyamianda, Kalundu, Kasenga et Kahorohoro. Ils ont notamment dévasté des champs de manioc et de patates douces le long du lac Tanganyika.

Samedi 22 février

Le FMI salue la stabilité du cadre macro-économique en RDC. La RDC a réalisé des progrès en 2013 dans la transparence et la gestion des ressources naturelles, la préservation de la stabilité macro-économique et la maîtrise de l'inflation. Le chef d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI), en mission à Kinshasa, Norbert Toe, l'a souligné au cours d'un point de presse organisé vendredi 21 février, conjointement avec le ministre délégué aux Finances, Patrice Kitebi Kibol Mvul. «En 2013, la croissance économique a été très forte. Et je pense que ça n'a jamais atteint ce taux de croissance, tiré par le secteur minier avec essentiellement le cuivre», a déclaré le délégué du Fmi. A propos de l'inflation, Norbert Toe a relevé son «niveau historiquement bas en 2013», évoquant ainsi «un glissement annuel de décembre 2012 à décembre 2013» qui l'a réduit à 1,07%, selon lui. «Quant au taux de change, je pense qu'ici le franc congolais a connu une stabilité remarquable», a-t-il poursuivi. Cette mission du Fmi à Kinshasa s'est déroulée dans le cadre des consultations prévues dans les statuts de cette organisation. En début de ce mois de février, le représentant du Fmi en RDC, Oscar Melhado, avait estimé que le pays a besoin d'une stabilité macroéconomique et des institutions financières fortes pour «dédollariser » son économie. Oscar Melhado avait notamment évoqué le cas du Pérou qui a réussi à réduire de 70% la dollarisation de son économie. Il avait indiqué que la RDC et le Pérou présentent beaucoup de similitudes, indiquant que la dollarisation de ces deux économies a été causée par le déséquilibre macroéconomique et monétaire. Le représentant du Fmi en RDC avait également fait savoir que l'économie congolaise avait notamment besoin d'institutions fortes, «particulièrement la Banque centrale», pour parvenir à se dédollariser. (Radio Okapi)

Les hommes d'affaires du Comesa appelés à investir en RDC. Le ministre de l'Economie et Commerce, Jean-Paul Nemoyato Bagebole, invite les opérateurs économiques du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa) à investir en RDC. Il a lancé son appel, vendredi 21 février, à l'ouverture de ce forum économique placé sous le thème: «Fusion entre entreprises et innovations, intégrer la compétitivité de l'offre et de chaînes de valeurs dans la région Comesa ». Le ministre congolais a indiqué que la RDC présente d'énormes potentialités qui peuvent permettre à l'Afrique de décoller sur le plan économique. La Fédération des entreprises du Congo (Fec) a profité de cette rencontre pour appeler le Comesa à financer les projets de la RDC comme le grand Inga. «Le projet Inga est plus intégrateur de la région. Si on arrive à donner de l'énergie non seulement à la population mais également aux entreprises de la région, on va développer l'activité de production et le commerce», a souligné le président du patronat congolais, Albert Yuma. Washington a appelé, il y a quelques jours, Kinshasa à entamer un certain nombre de réformes politiques avant d'apporter son appui aux travaux de construction du barrage d'Inga III. Le gouvernement congolais avait également exprimé sa volonté d'adhérer à la zone de libre-échange du Comesa. Le ministre de l'Economie explique avoir déjà élaboré avec son collègue des Affaires étrangères un projet de loi portant l'adhésion de la RDC dans cette zone. Pour sa part, le conseil d'affaires du Comesa

a invité les gouvernements de la région à supprimer les barrières tarifaires pour faciliter l'intégration économique. (Radio Okapi)

Plaidoyer pour la redynamisation du secteur postal africain. La première session des experts administratifs et techniques de l'Union panafricaine des postes (UPP) a fermé ses portes vendredi 21 février à Kinshasa. Ouvert vendredi mardi 18 février, ce forum s'est engagé à redynamiser ce secteur. Pour le secrétaire général de l'Union panafricaine des postes (UPP), les résolutions de Kinshasa devraient amener les pays membres de cette organisation à améliorer la qualité de leurs services postaux : «Nous sommes convaincus d'avoir pris des résolutions pour permettre à la poste africaine de réaliser sa renaissance. Je suis convaincu que même la poste de la RDC vivra des lendemains meilleurs pas pour elle seulement mais pour le bonheur de ses clients». A l'ouverture de ces assises, le ministre congolais des Postes et Télécommunications, Tryphon Kin- kiy Mulumba, avait exprimé la volonté du gouvernement congolais de relancer les activités de la poste. Le ministre avait notamment expliqué que le gouvernement avait pris certaines mesures pour remettre la poste sur l'orbite. «La décision a été prise par le gouvernement de relancer la poste notamment en dotant la poste d'une déclaration de politique sectorielle. Le gouvernement a décidé de mettre à la disposition de la poste un service de courrier postal de sorte que la SCPT sera la seule chargée de distribuer le courrier postal des institutions nationales, provinciales et locales », avait déclaré Kin Kiy Mulumba. La poste mondiale devrait se réunir à Abidjan, au mois d'octobre prochain pour évaluer les défis à venir de la poste dans le monde. (Radio Okapi)

Bandundu: 8 morts dans le naufrage d'une baleinière à Mabra. Huit personnes ont trouvé la mort au naufrage de la baleinière «Glorifie ton Seigneur 2» survenu, dans la nuit de vendredi 21 février, sur la rivière Nsuni à la hauteur de la localité Mabra, située à 20 km de Mushie-centre dans la province du Bandundu. Cette information a été livrée à Radio Okapi ce samedi dans la matinée par le député élu du territoire de Mushie, Didace Pembe Bokiaga. **L'accident sur la rivière Nsuni n'a fait aucun mort, selon le gouverneur Kamisendu.** Le gouverneur du Bandundu, Jean Kamisendu, affirme que le chavirement de la baleinière «Glorifie ton Seigneur 2 » sur la rivière Nsuni dans le territoire de Mushi le vendredi 21 février dernier n'a fait aucun mort. Il rejette le bilan de huit morts fourni par le député Didace Pembe, élu de Mushi.

Nord-Kivu: deux milices appelées à cesser les hostilités entre elles dans le Masisi. L'administrateur du territoire de Masisi, Dieudonné Tshishiku a appelé vendredi 21 février les miliciens des Forces de défense pour les droits de l'Homme (FDDH) et des Forces démocratiques du Congo (FDC) à cesser les combats. Un appel lancé à l'issue d'une réunion sécuritaire d'urgence, convoquée suite à leurs derniers affrontements, le même jour dans le secteur de Ngululu, dans le groupement d'Ufamandu I.

Province Orientale : le gouvernement satisfait des travaux de la Monusco sur la route Bunia-Jina. Les travaux d'élargissement de la route sur l'axe Bunia-Jina, long de 40 kms, entamés en mars se déroulent bien. Le ministre provincial des travaux publics, Weber Bataochengane a déclaré jeudi dernier que le gouvernement était satisfait de la qualité de ces travaux exécutés par le contingent népalais de la Monusco, suivant les directives de l'Office des routes. Ces travaux avaient été sollicités lors de la première tournée du gouverneur à Bunia au mois de mars, après son investiture.

Dimanche 23 février.

Sud-Kivu : la société civile exige l'ouverture d'une enquête après des incidents de Bukavu. Le bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu exige l'ouverture d'une enquête indépendante après des incidents survenus jeudi dernier à la place de l'indépendance à Bukavu, lors du meeting raté du président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe. Au cours d'un point de presse organisé samedi 22 février, cette organisation citoyenne demande que les coupables soient sanctionnés et que les autorités congolaises respectent la constitution de la République démocratique du Congo (RDC).

Kalemie : démolition d'une trentaine de constructions « anarchiques » le long du marché Katanga-Kivu. L'Office des voiries et drainage (OV) a démolé samedi 22 février une trentaine de maisons d'habitations et de commerce construites anarchiquement le long de la route partant de la Place Jumbo jusqu'au Marché Katanga-Kivu. Cette opération est la conséquence directe de la décision arrêtée par la commission de lutte contre la construction anarchique sur la ville de Kalemie, a indiqué l'administrateur du territoire, Bernard Bokolonganya.

Equateur : la fondation Panzi annonce le traitement gratuit des fistules au Sud-Ubangi. La fondation Panzi du Docteur Denis Mukwenge s'engage à soigner gratuitement, à partir du mois d'avril, des femmes victimes des fistules vésico-vaginales au Sud-Ubangi, dans la province de l'Equateur. L'assistant à la

fondation Panzi, le Dr Raha Maroy l'a annoncé vendredi 21 février à l'issue d'une formation de trois jours à l'intention de seize médecins chefs de zones santé de ce district. Les participants à cette formation ont été formés sur des notions relatives au diagnostic et clinique, prévention des fistules par l'utilisation rationnelle des outils de surveillance des femmes enceintes, encouragement de la population à consulter à temps des structures sanitaires pendant la grossesse ainsi que la bonne pratique médicale et chirurgicale gynécologique, a indiqué le Dr Raha Maroy. Cette formation leur permettra de poser le diagnostic de la maladie en vue de répertorier toutes les victimes, a-t-il ajouté. Selon le Dr Raha Maroy, assistant à la fondation Panzi, c'est dans le souci de rendre service aux femmes en détresse que cette organisation s'est engagée à prendre gratuitement en charge les soins des victimes de cette maladie qui fait couler les urines sans arrêt à la femme. La fondation supportera aussi la facture d'hospitalisation et de transport des malades attendus de tous les coins du district du sud Ubangi, a-t-il poursuivi. La formation des anesthésistes et sages-femmes est prévue au mois de mars avant les interventions chirurgicales prévues au mois d'avril, a renchéri le Dr Raha Maroy. (Radio Okapi)

Katanga : le chef de Museka appelle au désarmement des Mai-Mai à Malemba Nkulu. Le responsable de la chefferie Museka dans le territoire de Malemba Nkulu (Katanga) appelle les autorités provinciales, nationales et celles de la Monusco à désarmer les miliciens Mai-Mai actifs dans ce secteur. Dans un rapport remis samedi 22 février à la délégation de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco), il a fustigé des assassinats et kidnappings dont sont victimes les villageois des deux groupements de ce secteur.

Katanga: la fermeture de la pêche n'est pas respectée. A cinq jours de l'ouverture de la pêche au Katanga, l'inspection provinciale de l'agriculture, élevage et pêche regrette que la suspension de cette activité décidée en décembre dernier n'ait pas été respectée dans certaines parties de la province. Chaque année, les autorités provinciales décident la fermeture de la pêche pour permettre la reproduction des poissons.

Sud-Kivu : 2 tonnes de boutures de manioc remises à 1900 cultivateurs de Shabunda. Le gouvernement provincial du Sud-Kivu a remis, vendredi 21 février, deux tonnes de boutures saines de manioc à mille neuf cents cultivateurs de Shabunda et ses environs. Selon l'inspecteur agricole de Shabunda, la dotation de ces boutures aux agriculteurs vise à lutter contre l'insécurité alimentaire. D'après la même source, l'objectif est de permettre à ces agriculteurs de récolter du manioc six mois après chaque culture. La représentante des associations des agriculteurs de Shabunda reconnaît que le manioc est l'aliment de base pour la population de ce territoire. Pour sa part, l'administrateur du territoire de Shabunda demande au service technique de ce projet d'accompagner efficacement les bénéficiaires-qui se disent satisfaits de cette action-pour la réussite de ce programme. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : une ONG construit à Walungu un centre d'accueil pour les victimes des conflits armés L'ONG Action pour Enfants Oubliés (APEO) a inauguré samedi 22 février son centre d'accueil et d'écoute des victimes des conflits armés dans le territoire de Walungu. La coordinatrice de cette association, Solange Mer, a indiqué que cette maison devra offrir aux victimes de ces conflits un cadre de réconfort physique, moral et économique. « Notre projet consiste à aider non seulement les victimes de Walungu mais aussi des environs. C'est une maison de vie, de renaissance par rapport aux blessures subies », a déclaré Solange Mer, qui a ajouté que ce centre offre non seulement le traitement physique et psychologique mais aussi permet aux bénéficiaires d'avoir des activités génératrices des revenus. « Je vois mal une personne qui a été non seulement agressée physiquement et qui a été dépouillé à qui on va seulement donner un traitement physique et psychologique sans lui donner de quoi vivre », a ajouté Solange Mer. C'est le deuxième centre construit par cette ONG après celui de Bukavu en 2005, indique-t-elle. (Radio Okapi)

RDC: le député Adrien Poba agressé par des jeunes à Boma. Des jeunes gens ont agressé le député Adrien Poba le samedi 22 février à Boma au Bas-Congo. Cette agression a eu lieu alors que l'élu venait de tenir un meeting à l'entrée de la ville et se dirigeait vers le centre-ville. Les agresseurs de l'élu n'ont pas encore été identifiés. Mais le député, membre du parti de l'opposition MPCR de Jean-Claude Mvuemba, affirme que cette agression est liée à son engagement politique. « Je suis connu comme quelqu'un qui dénonce des histoires. On m'a envoyé des jeunes gens pour venir m'agresser », déplore-t-il, affirmant que des cocktails Molotov avaient été jetés récemment à son domicile. (Radio Okapi)

Lundi 24 février.

Kasaï-Occidental : ouverture du procès en appel de 11 policiers et militaires accusés de vol. Le procès en appel de cinq policiers et six militaires, condamnés au premier degré à de peines allant de 20 ans de prison à la peine capitale pour vol, a commencé samedi 22 février au tribunal militaire de Kananga, au

Kasai-Occidental. Ces agents de l'ordre sont accusés d'avoir cambriolé le domicile d'un changeur de monnaie pendant qu'ils effectuaient une patrouille de nuit dans la capitale provinciale. Le ministère public et la défense ont tous deux interjeté appel estimant, l'un, que les peines étaient insuffisantes, et l'autre, que le jugement était mal rendu.

Katanga: 80 officiers militaires formés sur les droits de l'homme à Kamina. La Monusco a formé, samedi 22 février, quatre-vingts officiers militaires sur les droits de l'homme et les violences sexuelles, à la Base de Kamina, à plus de 700 km au Nord de Lubumbashi (Katanga). Cette formation a notamment porté sur les droits civils et politiques, les droits de la personne détenue et sur les notions sur les infractions de violences sexuelles. Les militaires, souvent accusés de violer les droits de l'homme, sont appelés à les respecter, les protéger et les réaliser.

Education : la RDC va intégrer le processus de Bologne ou système LMD. L'Education supérieure et universitaire (Esu) en RDC va intégrer le processus de Bologne, mieux connu comme le système Licence, Maîtrise et Doctorat (LMD). Le président de la République, Joseph Kabila, a promulgué une nouvelle loi-cadre instituant ce système en RDC, en vue d'aligner l'éducation congolaise sur les standards internationaux. Le ministère de l'Esu a organisé du 12 au 16 février puis du 20 au 22 février derniers deux forums sur cette question à Zongo, dans le Bas-Congo. Pour le professeur Pascal Manga Okenge, recteur de l'Université de Kindu et président du conseil des chefs d'établissement de l'Esu au Maniema, ce système permettra un enseignement plus pratique dans les universités et la diminution du nombre d'années dans chaque cycle. Au cours d'un point de presse tenu dimanche 23 février à Kindu, le professeur d'université a expliqué que ce système permet d'éviter les «diplômes supplémentaires». «Dans le système LMD, nous avons la licence en trois ans au lieu de cinq, la maîtrise en deux ans au lieu de sept et le doctorat en deux ou trois ans au lieu de plus. Cela signifie donc que nous sommes obligés de réadapter le programme de la République démocratique du Congo en fonction d'une connaissance pratique parfaite», a-t-il expliqué. Le professeur Manga Okenge reconnaît que la RDC a pris du retard dans l'application du mécanisme de Bologne ou système LMD. A Kinshasa, l'université catholique du Congo (UCC) a été l'une des premières institutions à intégrer ce système dans ses enseignements au cours de l'année académique 2012-2013. Le recteur de l'UCC s'était alors réjoui que ce système permette, par exemple, à l'étudiant de totaliser le nombre d'heures requis pour un cours dans n'importe quelle autre université qui applique le programme du processus de Bologne. Le processus de Bologne est un processus de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur européens amorcé en 1999 et qui a conduit à la création en 2010 de l'Espace européen de l'enseignement supérieur. Il vise à placer les systèmes nationaux diversifiés dans un cadre commun fondé sur trois points clefs : - mise en place d'une structure en trois cycles des études supérieures (LMD); - mise en place d'un système commun de crédits pour décrire les programmes d'études, afin de promouvoir la mobilité des étudiants le plus largement possible ; - mise en place du supplément au diplôme afin de rendre plus facilement lisibles et comparables les diplômes, de favoriser ainsi l'intégration des citoyens européens sur le marché du travail et d'améliorer la compétitivité du système d'enseignement supérieur européen à l'échelon mondial. (Radio Okapi)

Province Orientale : le gouvernement remet des biens matériels aux ex-miliciens de FRPI. Le gouvernement de la Province Orientale a remis le week-end dernier à plus de cent ex-miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) des matelas, couvertures, habits, chaussures et des savons. Ils ont été reçus par le gouverneur Jean Bamanisa à Rwampara, village situé au Sud de la cité de Bunia. C'est la toute première assistance du gouvernement provincial à ces combattants de Cobra Matata, qui se sont volontairement rendus à l'armée depuis mardi 18 février.

Equateur: prise en charge difficile des malades à Worobe. Le centre de santé de Worobe ne dispose pas de suffisamment des locaux et de matelas. Le personnel soignant, peu nombreux dans ce centre, n'est pas en mesure de soigner tous les malades dans cette contrée. Une situation qui rend difficile la prise en charge médicale des réfugiés centrafricains et des Congolais rapatriés dans cette localité située à 18 km de Zongo. Une délégation mixte de l'organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Agence adventiste d'aide au développement (Adra) a fait ce constat samedi 22 février.

Plaidoyer pour le retour des réfugiés congolais du Burundi, de l'Ouganda et de la Tanzanie. Environ 60 000 réfugiés congolais, vivant au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie, désirent retourner dans leur pays d'origine. Leur représentant dans la région des Grands lacs, Bernard Amegindra Gere, l'a affirmé et il a déploré lundi 24 février à Goma (Nord-Kivu), la lenteur de la procédure pour le rapatriement de ces réfugiés en RDC. Selon la même source, ces Congolais déplorent également que les pays hôtes (Burundi, Ouganda et Tanzanie) et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) n'accordent toujours pas leurs violons au sujet de leur dossier au moment où leurs familles continuent d'être disloquées faute de moyens de survie.

Kinshasa: le député Martin Fayulu interpellé par la police. Le député de l'opposition Martin Fayulu Madidi a été relâché ce lundi 24 février après-midi, après avoir été interpellé pendant quelques heures par la Police nationale congolaise (PNC). Il a été appréhendé à la hauteur du Rond-point Ngaba, à Kinshasa alors qu'il faisait signer une pétition appelant à la démission de l'abbé Apollinaire Malumalu à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Mbuji-Mayi: destruction des engins non explosés. Des engins non explosés ont été détruits au dépôt secondaire d'armes et munitions du camp brigade lundi 24 février à Mbuji-Mayi. Ces engins avaient été récupérés dans la ville et dans sa périphérie après la dépollution par les experts de l'agence UNMACC des Nations unies et des ONG MAC, Pupil Aid APN de la Norvège sous la supervision de la 5e région militaire. Il s'agissait de mortiers, de rockets, de fusées mines et de grenades.

RDC: la société civile désapprouve la révision constitutionnelle proposée par la Ceni. Des organisations de la société civile de la RDC ont rejeté la révision constitutionnelle proposée par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en vue d'appliquer le mode de scrutin indirect pour les élections provinciales. Ils l'ont fait savoir au cours d'une rencontre avec le président de la Ceni, Apollinaire Malumalu, lundi 24 février à Kinshasa. Le moment n'est pas propice pour une telle réforme, selon la société civile, qui redoute le risque de corruption de «grands électeurs».

Kinshasa: les ministres du Comesa plaident pour la promotion des PME. La 13eme rencontre des ministres des Affaires étrangères du Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (Comesa) a ouvert ses portes ce lundi 24 février à Kinshasa, en marge du 17ème sommet des chefs d'Etats du Comesa prévu dans deux jours dans la capitale congolaise. D'après certains participants, il est question d'adopter des résolutions, notamment sur la paix et la sécurité en faveur des pays membres. Les pays membres devraient s'engager pour la promotion de l'entrepreneuriat et l'émergence de petits entrepreneurs, en vue de donner un nouvel élan à l'investissement.

Mardi 25 février.

RDC : la Monusco condamne les exactions contre les civils à Masisi. Près d'une quarantaine de personnes auraient été tuées et des villages incendiés depuis plusieurs semaines dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Dans une déclaration faite ce lundi 24 février à Kinshasa, le coordonnateur humanitaire en RDC, condamne ces exactions commises à l'encontre des civils. Selon Moustapha Soumaré, l'aide humanitaire distribuée par les Nations Unies et les ONG a même été pillée par endroit, constituant une grave atteinte à l'action humanitaire en RDC.

Kasaï-Occidental: des familles s'installent dans des mines à Tshikapa et Luiza. Le Consortium communautaire pour la prévention contre l'exploitation des femmes et des enfants travaillant dans les sites de diamant et de l'or au Kasaï-Occidental (Cocopef) déplore les conditions de vie des familles dans certaines mines de Tshikapa et Luiza. Ces familles ont été expulsées d'Angola et vivent dans des mines transformées en villages. Le chargé de communication du Cocopef, Francis Kalonga, affirme que ces villages de fortune sont dépourvus de structures sanitaires et d'écoles. « Nous avons découvert qu'il y a beaucoup de mines qui sont devenues des villages où on peut trouver plus de 1 000 personnes. Quand vous vérifiez, vous verrez qu'il n'y a pas d'écoles, de postes de santé ou de pharmacie », explique-t-il. Francis Kalonga s'inquiète « du degré de vulnérabilité » des enfants et des femmes vivant dans ces mines érigées en villages abritant une grande population. Il estime qu'il faudrait rapprocher les services de base de ces mines dont les habitants considèrent comme leurs demeures. Interrogé à ce sujet, le président de la commission politique administrative et judiciaire de l'assemblée provinciale du Kasaï-Occidental affirme que cette institution veut voter un édit pour interdire et sanctionner l'exploitation des enfants dans les sites miniers dans cette province. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: le cholera en baisse à Minova. La zone de santé de Minova, à 150 km au Nord de Bukavu (Sud-Kivu) a enregistré une baisse de cas de cholera. 144 cas de choléra ont enregistrés les trois derniers mois contre 196 cas en ce mois février. Le médecin chef de cette zone de santé, docteur Bagula Chito a livré ces chiffres au cours d'une réunion hebdomadaire du comité de lutte contre les épidémies tenue lundi 24 février.

Radio Okapi, ses 12 ans, sa pérennisation. Radio Okapi, la radio de la mission des Nations unies en RDC (Monusco) est entrée mardi 25 février 2014 dans la 12e année depuis sa création. Le 25 février 2002, la radio de la paix diffusait, depuis Kinshasa, ses premières émissions, notamment une retransmission du dialogue inter congolais organisé à Sun city, en Afrique du Sud. Le média est passé d'une dizaine

d'employés, il y a 12 ans, à quelque 250 aujourd'hui. Alors qu'elle entre dans son «adolescence», des auditeurs appellent à sa pérennisation, notamment après le départ de la mission onusienne de la République démocratique du Congo.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire s'améliore à Kamango et à Nobili. La situation sécuritaire s'est améliorée dans les localités de Kamango et Nobili depuis l'arrivée des militaires dans cette zone et la déroute des rebelles ougandais des ADF, il y a une dizaine de jours. Une mission conjointe composée du gouvernement de la province du Nord-Kivu et de la Monusco l'a constaté lundi 24 février. Le Gouverneur, Julien Paluku a appelé tous les réfugiés congolais vivant en Ouganda de rentrer au pays.

Kasaï-Oriental: 4 bandits armés arrêtés à Keena Nkuna. La police a arrêté lundi 24 février un groupe de quatre bandits armés appelés « suicidaires » dans la cité de Keena Nkuna, chef-lieu du territoire de Kabeya Kamuanga au Kasaï-Oriental. Une femme et un repris de justice font partie du groupe.

Un ancien cadre du M23 kidnappé à Kinshasa, selon son épouse. Le député national honoraire et ancien cadre de la rébellion du M23, Moïse Tshembo Tshokwe aurait été enlevé lundi 24 février à Kinshasa au moment où il revenait d'un rendez-vous – qui n'aurait plus eu lieu – avec le Procureur général de la République. Il était parti voir le procureur général pour s'enquérir des modalités d'application de la loi d'amnistie. Son épouse, Mireille Tshokwe qui a livré cette information à Radio Okapi depuis Lubumbashi, soupçonne des agents de l'Agence nationale de renseignement (ANR) d'avoir opéré ce kidnapping.

Province Orientale : les exploitants artisanaux de bois dénoncent la hausse des taxes. La taxe d'agrément d'exploitation artisanale de bois est passée de 500 dollars américains à 600 dollars la semaine dernière. Les exploitants artisanaux de bois de Kisangani se plaignent de cette hausse de 20 % qui leur a été communiquée au moment du paiement de cette taxe au guichet unique de la direction des recettes de la province, affirme Félicien Liofo, leur président. Mais selon le ministre provincial des finances, la taxe garde le même prix. Les 100 dollars supplémentaires couvrent des frais administratifs. Sur le marché, le prix du bois reste le même. Le président des exploitants artisanaux de bois de Kisangani a indiqué que toute hausse de prix rendrait un mauvais service à la population qui a déjà fait face à une augmentation du prix de bois d'environ 40% il y a deux semaines lorsque le gouvernement provincial avait réajusté la taxe d'agrément d'exploitation. La taxe qui équivalait à 500 dollars américains pour trois ans avait été réajusté à 500 dollar l'an par l'actuel gouvernement provincial. « C'est la loi du plus fort, nous n'avons qu'à nous soumettre », déclare Félicien Liofo, résigné. Le ministre provincial des finances, de son côté, soutient que la taxe d'agrément d'exploitation n'a pas connu de majoration. Les 100 dollars demandés aux exploitants artisanaux de bois sont des frais techniques et administratifs qui ont toujours existé, mais qui n'étaient pas payés avant l'arrivée de l'actuel gouvernement provincial. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: trafic routier interrompu entre Uvira et Baraka. Le trafic routier est interrompu depuis deux jours entre les cités d'Uvira et de Baraka dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu), au niveau de la localité de Mukolwe. Les pluies diluviennes ont sérieusement coupé cette route au niveau du pont Mukolwe. Conséquence, tous les camions et autres engins lourds qui empruntent ce tronçon de la route nationale numéro 5 sont bloqués.

RDC: le ministre de l'Intérieur annonce l'opération «Likofi +». L'opération Likofi + (coup de poing, en lingala) sera bientôt menée contre les bandits armés à travers le pays. Le ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, Richard Muyej, l'a annoncé au cours d'une conférence de presse mardi 25 février à Kinshasa. Il a aussi révélé que les opérations de la police et de l'armée avaient sensiblement réduit le niveau de nuisance des bandits appelés Kuluna à Kinshasa, des rebelles ougandais des ADF au Nord-Kivu ou des miliciens congolais Bakata Katanga au Katanga.

Kinshasa: important dispositif policier déployé à la veille du sommet du Comesa. Kinshasa accueille depuis ce mardi 25 février avant-midi les chefs d'Etat et de gouvernement de 19 pays membres du Marché Commun de l'Afrique Australe et Orientale (Comesa). Certains chefs d'Etat du Comesa sont déjà arrivés à Kinshasa pour prendre part à leur 17ème sommet, qui devrait débiter mercredi à la cité de l'Union africaine dans la commune de Ngaliema. Pour assurer leur sécurité, un déploiement important d'éléments de la police nationale congolaise et de la garde républicaine est observé sur certaines artères principales de Kinshasa, entre l'aéroport de N'djili et la cité de l'Union africaine.

Mercredi 26 février.

Accord d'Addis-Abeba : la communauté internationale salue les progrès réalisés. Un an après la signature de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération intervenue le 24 février 2013 à Addis-

Abeba par onze chefs d'Etat, les envoyés spéciaux de la communauté internationale saluent « des progrès indéniables » obtenus grâce à cet engagement. « Nous avons vu le mouvement rebelle du M23 vaincu et le gouvernement de la RDC conclure avec les rebelles un processus de paix. Nous avons également assisté à une construction progressive de la confiance et du consensus dans la région et une plus forte détermination de la part de ses leaders à trouver des solutions à travers l'accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération », déclarent dans un communiqué les envoyés spéciaux de Ban Ki-moon dans les Grands Lacs et en RDC, les envoyés spéciaux de l'Union européenne, de l'Union africaine et des Etats-Unis dans les Grands Lacs. « Les volets social et économique de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération devront être accélérés. La paix ne saurait s'enraciner sans que les entreprises et l'emploi prospèrent. Les énergies productives des femmes, de la jeunesse et la Société civile devront être incorporées dans la recherche des solutions durables et la responsabilité de rendre compte par toutes les parties dans la mise en œuvre de l'Accord », souligne le document. Quoiqu'il reste encore des tâches importantes à accomplir, les indicateurs sont tout à fait positifs pour atteindre les objectifs de la paix et la sécurité dans la Région des Grands Lacs, estiment par ailleurs les envoyés spéciaux. Deux autres signataires ont parafé l'accord-cadre d'Addis-Abeba en 2013, ce qui porte à 13 le nombre total de signataires de ce document. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: 250 ex-combattants envoyés à Kitona. Deux cent cinquante ex-combattants ont quitté mardi 25 février le centre de regroupement de Bweremana au Nord-Kivu pour le centre de formation militaire de Kitona dans le Bas-Congo. Le commandant du centre de Bweremana, colonel Banza Mufwankolo, indique que ces ex-miliciens proviennent de vingt-trois groupes armés dont les APCLS, Nyatura, Mai-Mai Kifufua et Raia Mutomboki.

Equateur : les épouses des militaires réclament les soldes de leurs maris envoyés en RCA. Les épouses des militaires congolais déployés à Bangui dans le cadre de la Force de l'Union africaine sont descendues dans la rue, mardi 25 février à Gemena (Equateur). Elles réclament le paiement des soldes du mois de février de leurs maris.

RDC: 90 ONG exigent l'arrestation du président soudanais Omar El-Béehir. Près de quatre-vingt-dix associations œuvrant en République démocratique du Congo (RDC) ont réclamé l'arrestation du président Omar el-Béehir arrivé mardi 25 février à Kinshasa pour participer au sommet des chefs d'Etat africains sur le Marché commun de l'Afrique de l'Est et Australe (Comesa). Le président soudanais est recherché par la Cour pénale internationale (CPI) qui a émis deux mandats d'arrêt contre lui en 2009 et 2010.

Kalemie: les agents de la RVF réclament leurs salaires. Les agents du bief supérieur de la Régie des voies fluviales (RVF) à Kalemie réclament leurs arriérés de cinq mois de salaires et des gratifications qu'ils devaient percevoir en 2013 et en janvier et février 2014. Pour manifester leur mécontentement, ils observent, depuis cinq jours, une grève qui a paralysé toutes les activités dans cette contrée du Katanga.

Maniema: les agents de la collectivité de Walesa réclament 12 mois d'arriérés de salaire. Les agents de la collectivité Wasongola accusent le chef de secteur de détourner impunément leurs salaires depuis 12 mois. Insatisfaits des résultats de la médiation faite par une délégation venue trancher dans cette affaire, ces fonctionnaires ont manifesté mardi 25 février leur colère devant les bâtiments administratifs du secteur. De son côté, le responsable incriminé parle d'une confusion que font ces agents entre le salaire qui leur est dû et les fonds de fonctionnement de cette entité.

Joseph Kabila prend la présidence tournante du Comesa. Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila, a pris ce mercredi 26 février la présidence du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa) à l'ouverture du 17e sommet de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation à Kinshasa. Il a salué « la plus grande zone de libre échange en Afrique ».

Tshikapa: le maire de la ville encourage ses administrés à espacer les naissances. Laurent Kambulu, maire de la ville de Tshikapa, à 265 km de Kananga (Kasai-Occidental), demande à ses administrés d'espacer les naissances pour une meilleure santé des familles. Il a lancé cet appel lundi 24 février au cours du lancement de la sensibilisation des familles de cette ville sur la planification des familles. «On n'a pas demandé de limiter mais plutôt d'espacer les naissances, donc il faut mettre du temps pour permettre à la femme de se reconstituer, à l'homme d'avoir des possibilités [financières]. Pour que le papa, la maman et l'enfant aient une bonne santé», a souligné Laurent Kambulu. La planification familiale joue un rôle majeur dans la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle, néonatale et infantile. Ainsi, pour amener la communauté à adhérer aux différentes méthodes contraceptives afin de réduire considérablement la mortalité maternelle en RDC, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) a opté pour l'approche participative avec les leaders d'opinion et les organisations communautaires de base notamment

les leaders religieux, les politiques, les notables, les ONG, les autorités sanitaires, les artistes. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: les Maï-Maï Cheka occupent une dizaine de localités sur l'axe Walikale-Masisi. Le NDC (Nduma Defense of Congo) du chef milicien Ntabo Ntaberizi alias Cheka occupe, depuis une semaine, une dizaine de localités sur l'axe Walikale-Masisi, à environ 70 km de Goma (Nord-Kivu). Des sources locales indiquent que Sheka a commencé à envahir ces villages, en décembre dernier, après que les Forces armées de la RDC (FARDC) ont quitté leurs positions de Rubonga et Ruvungi, en groupement Ihana, pour se redéployer vers Walikale centre. Le chef du secteur des Wanyanga, Mwami Kiroba Mulengezi affirme que ces miliciens ont étendu, depuis deux semaines, leur zone d'occupation dans d'autres localités des groupements Luberiki et Utunda.

Equateur : certains réfugiés centrafricains de Mole boudent les camps du HCR. Plusieurs réfugiés centrafricains du camp Mole, à 35 km du territoire de Zongo (Equateur), refusent de s'installer dans les campements érigés par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour les abriter. Ils préfèrent rester dans des familles d'accueil dénonçant l'insuffisance des médicaments dans le camp. Ils l'ont dit mercredi 26 février à la délégation mixte Organisation mondiale de la santé (OMS)- Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire (Adra) qui évalue la situation humanitaire des réfugiés centrafricains et autres retournés congolais dans ce territoire.

Nord-Kivu: le général Dos Santos Cruz réitère le soutien de la Monusco aux Fardc. Le commandant des forces de la Monusco, le général Dos Santos Cruz, a réitéré mardi 25 février le soutien des Casques bleus aux Forces armées de la RDC (Fardc) pour traquer les groupes armés opérationnels en RDC. Il s'exprimait à l'issue d'une réunion avec les commandants des brigades et secteurs militaires de la Monusco à Goma (Nord-Kivu).

Steve Mbikayi : «L'homosexualité est un danger contre les valeurs africaines». Le député national Steve Mbikayi, auteur d'une proposition de loi contre l'homosexualité en RDC, a rencontré mardi 25 février des étudiants de l'Université protestante au Congo (UPC), dans le cadre de sa campagne contre cette pratique. Pour l'Élu de Kinshasa, l'homosexualité est un danger contre la pérennisation de l'espèce humaine ainsi que les valeurs africaines. Steve Mbikayi a notamment salué la promulgation par l'Ouganda d'une loi renforçant la pénalisation de l'homosexualité dans ce pays.

Mende appelle les ONG réclamant l'arrestation d'Omar El-Bechir à la compréhension. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a appelé mercredi 26 février les ONG réclamant l'arrestation et le transfert à la Cour pénale internationale (CPI) du président soudanais Omar El-Bechir, à la compréhension. Près de quatre-vingt-dix ONG avaient demandé quelques heures plus tôt au gouvernement congolais de livrer à la cour le chef d'État soudanais présent à Kinshasa pour le sommet du Comesa. Il est visé par un mandat d'arrêt international pour plusieurs crimes. Pour le porte-parole du gouvernement, les obligations internationales prises par la RDC sont aussi contraignantes que ses engagements en tant que membre du statut de Rome, fondateur de la CPI.

Katanga: l'ONG Première Urgence à la rescousse de 81 000 vulnérables de Manono et Pweto. L'ONG Première Urgence va exécuter un nouveau projet, dénommé «Réponse Intégrée dans les mouvements des populations dans le Nord du Katanga», destiné à environ 81 000 personnes vulnérables dans quelques zones de santé de territoires de Manono et de Pweto. Ce projet est financé par l'Union européenne, à travers son agence ECHO, à hauteur d'un million d'euros.

Explosion de Mbuji-Mayi: l'armée va réhabiliter des maisons endommagées. Le gouvernement provincial du Kasai-Oriental a remis mercredi 26 février les matériaux pour la réhabilitation d'une trentaine de maisons du camp militaire Nyongolo, qui avaient été endommagées par l'explosion du dépôt secondaire d'armes et munitions le 24 janvier dernier. La cérémonie de remise de ce lot à l'armée, chargée de l'exécution des travaux, a été présidée par le gouverneur de province, Alphonse Ngoyi Kasanji. Plus de soixante familles des militaires, sans abris, pourraient regagner leurs résidences après un mois de travaux.

Wamba: 10 villages désertés suite aux combats entre Fardc et miliciens. Près d'une dizaine de villages du territoire de Wamba dans la Province Orientale sont abandonnés par leurs habitants depuis près de cinq mois. Ces derniers affirment fuir les affrontements entre les Fardc et des hommes armés non encore identifiés. Une mission humanitaire s'est rendue sur place.

Jeudi 27 février.

Katanga : les exploitants forestiers demandent la levée de l'interdiction d'exploiter le bois Le Comité d'exploitants forestiers artisanaux appelle le gouvernement à lever la mesure interdisant l'exploitation et l'exportation de bois dans le nord du Katanga. Lors de son dernier passage à Kalemie, le ministre provincial de l'Intérieur, Juvénal Kitungwa, avait annoncé la suspension de cette exploitation suite au non respect de la réglementation sur l'extraction et la commercialisation de bois.

Katanga: plus de 200 enfants souffrent de rougeole à Likasi. Deux cent quatre cas de rougeole dont deux décès ont été enregistrés depuis le début de l'année à Likasi. Le médecin inspecteur de district sanitaire de Likasi a rendu public ces chiffres à l'issue de la réunion hebdomadaire de la surveillance épidémiologique mercredi 26 février. Le Dr Gaspard Ilunga Dipata a annoncé une campagne de vaccination de riposte contre la rougeole pour le 11 mars.

Les chefs d'Etat du Comesa veulent promouvoir davantage les PME. Le XVII^e sommet du Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (Comesa) s'est clôturé ce jeudi 27 février à Kinshasa. Dans son discours de clôture, le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila, qui a pris la présidence de cette organisation, a défendu la promotion des petites et moyennes entreprises (PME), qui doivent, selon lui, « jouer dans le processus d'intégration et d'enrichissement dans la région ». Joseph Kabila a expliqué que par leur taille et leur flexibilité, les PME ont l'avantage d'être plus proches des populations. « Elles s'intègrent mieux au sein des communautés, s'adaptent facilement à nos conditions socioculturelles et sont susceptibles de se diffuser plus rapidement dans nos pays qui doivent accroître significativement l'offre d'emploi », a-t-il déclaré. Pour le chef de l'Etat congolais, les PME vont aider les populations des pays du Comesa à tirer rapidement les dividendes de la mise en valeur des ressources naturelles. Joseph Kabila a cependant indiqué que la volonté du Comesa de développer les PME ne doit pas être comprise comme « une manière de limiter volontairement nos ambitions en termes de développement industriel mais plutôt d'emprunter une voie d'accession progressive à la compétitivité » **Financement des PME.** Dans son discours, le ministre congolais des Affaires étrangères qui a lu le rapport des chefs de diplomatie du Comesa est aussi revenu sur les petites et moyennes entreprises. Il a notamment plaidé pour que les gouvernements et les banques financent ces PME. Au sujet de la zone de libre-échange du Comesa, Raymond Tshibanda a salué les progrès accomplis dans les négociations, appelant les Etats membres à finaliser les questions restées en suspens. (Radio Okapi)

Province Orientale : plus de 400 arbres plantés à Isangi. Plus de quatre cents arbres de croissance rapide ont été plantés avec des cultures de manioc et maïs dans six villages du territoire d'Isangi (Province Orientale) pour lutter contre la déforestation. Ces statistiques ont été données mercredi 26 février par l'Institut des facultés agronomiques (IFA) de Yangambi à l'occasion de la formation de près de deux cents agriculteurs et agronomes sur l'agroforesterie. Selon Dr Sylvain Longomba, le chargé du projet REDD à l'IFA Yangambi, la plantation de ces arbres s'inscrit dans le cadre du programme de l'agroforesterie. Il a pour objectif d'amener les ménages agricoles sélectionnés dans cinq villages du territoire d'Isangi à planter plus de 2000 arbres cette année dans leurs champs. Dr Sylvain Longomba souligne que ce projet vise aussi à lutter contre la déforestation dans les territoires ciblés. « Nous sommes ici dans le contexte REDD. A partir des images satellitaires, nous avons constaté qu'il y avait deux territoires très menacés par la déforestation. Il y a Isangi dans le district de la Tshopo et Mambasa dans le territoire de l'Ituri », a-t-il affirmé. Dr Sylvain Longomba reconnaît que les paysans vivent de l'agriculture comme moyen principal. Ce qui peut être un risque pour la conservation de la forêt. Mais il estime que l'agroforesterie est le système le plus recommandé pour protéger l'environnement. (Radio Okapi)

Kasaï-Oriental : les chantiers de réhabilitation des routes arrêtés faute de financement. Plusieurs chantiers de réhabilitation des routes au Kasaï-Oriental sont à l'arrêt faute de financement. Le directeur provincial de l'Office des routes dans cette province l'a déclaré jeudi 27 février à l'issue d'une tournée effectuée il y a une semaine dans différents chantiers de son entreprise. Jean de Dieu Mikwary Beal cite principalement les tronçons entre le lac Munkamba et le territoire de Kabeya Kamuanga, et celui qui va de Kabinda à la capitale provinciale Mbuji-Mayi. Il craint la détérioration du matériel qui se trouve à l'arrêt dans ces chantiers.

Kinshasa : reprise de la réhabilitation de l'avenue Luambo Makiadi (ex Bokassa). L'Office de voirie et drainage (OVD) a repris les travaux de réhabilitation de l'avenue Luambo Makiadi (ex-Bokassa), là où elle rejoint le boulevard Sendwe, dans la commune de Kalamu, à Kinshasa. Selon le directeur provincial de l'OVD, il s'agit d'élever la chaussée afin d'atteindre le niveau du pont Bokassa qui enjambe la rivière

Kalamu, perpendiculaire à cette avenue. Ces travaux étaient suspendus depuis plusieurs mois faute de financement. Mais, déjà, d'autres obstacles pointent à l'horizon.

Province Orientale: des femmes décrivent la recrudescence des viols sur mineures à Faradje. Les viols sur les mineures deviennent de plus en plus courants à Faradje (Province Orientale). La vice-présidente de l'association des mamans de ce territoire, Elodie Kayombako, a dénoncé, jeudi 27 février, ces pratiques qui corrompent les mœurs. Selon elle, la recrudescence de grossesses indésirables, de maternités et de mariages précoces, l'abandon des études, et la débauches juvéniles en sont la conséquence.

Comesa: le sommet de Kinshasa appelle à la mise en œuvre de l'union douanière. Les chefs d'Etat et de gouvernement du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (Comesa) ont convenu, jeudi 27 février à l'issue de leur XVIIème sommet à Kinshasa, de la mise en œuvre effective de l'union douanière dans la sous-région. Ce qui faciliterait les échanges commerciaux en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. Ils ont aussi appelé à l'industrialisation dans l'espace Comesa.

Bas-Congo: 2 000 nouvelles recrues formées sur le droit à la base militaire de Kitona. Deux mille nouvelles recrues militaires ont suivi mercredi 26 et jeudi 27 février une formation sur les droits de l'homme, le droit international, la justice et la discipline militaires à la base militaire de Kitona, dans le territoire de Moanda, à 200 km à l'ouest de Matadi (Bas-Congo). Cette formation était assurée par les officiers militaires américains et congolais. Pour le représentant américain, le colonel Matanoski, il s'agissait d'apprendre à ces militaires comment protéger les civils, particulièrement les non combattants, pendant les conflits armés.

Comesa : les conjoints de chefs d'Etats plaide l'augmentation du budget alloué à la santé. Les pays membres du Marché commun de l'Afrique Australe et Orientale (Comesa) doivent augmenter le budget alloué au secteur de la santé. Lors de la 7e table ronde, clôturée mercredi 26 février, les conjoints de chefs d'Etats ont rappelé la déclaration d'Abuja de 2001 où les pays s'étaient engagés à affecter au moins 15 % des dépenses publiques au secteur de la santé. Le but est d'améliorer les services néonataux, la prévention du VIH et du paludisme. Les conjoints de chefs d'Etats et de gouvernement du Comesa ont y aussi plaidé pour la promotion de l'égalité homme-femme. Celle-ci doit se concrétiser par la participation des femmes à tous les niveaux, a souligné Olive Lembe Kabila. (Radio Okapi)

Vendredi 28 février.

Nord-Kivu: les femmes de Lubero dénoncent les tracasseries des FDLR. Des femmes de groupements Tama et Itala au sud de Lubero (Nord-Kivu) dénoncent les tracasseries perpétrées par les combattants des forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Leur dénonciation est contenue dans un mémo qu'elles ont déposé mercredi 26 février à la base locale de Monusco. La société civile de Luofu quant à elle demande au gouvernement congolais et à la Monusco de se pencher sur cette situation qui, selon elle, devient insupportable.

Martin Kobler salue le rôle de Radio Okapi dans le paysage médiatique congolais. Radio Okapi, la radio de la mission des Nations unies en RDC (Monusco) fête son douzième anniversaire cette semaine. Le 25 février 2002, la radio de la paix diffusait, depuis Kinshasa, ses premières émissions. A l'occasion de cette célébration, Martin Kobler le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC a salué le rôle de Radio Okapi dans la construction d'une société démocratique en RDC. « Mes félicitations pour le 12è anniversaire de Radio Okapi. Aujourd'hui c'est 23 millions d'auditeurs qui écoutent Radio Okapi. J'ai moi-même participé à l'émission Parole aux auditeurs. Nous avons 12 ans avec un rôle très important, celui de construire la société congolaise. Joyeux anniversaire à Radio Okapi et à tous les auditeurs ». (Radio Okapi)

RDC: la ministre suédoise de la Coopération plaide pour un plan DDR crédible et clair. En visite dans le centre de regroupement d'anciens combattants de Bweremana au Nord-Kivu le jeudi 27 février, la ministre suédoise de la Coopération et du développement, Hillevi Engström, a plaidé pour la mise en place d'un plan de démobilisation transparent, crédible et clair. Au sujet de la situation dans l'Est du pays, elle indique avoir une bonne impression du travail de la Monusco.

Equateur: les zones de santé du Nord-Ubangi dotées de véhicules et motos. Le projet «Accès aux soins de santé primaire» (ASSP) a dressé jeudi 27 février un bilan positif de son action de sept mois dans les 11 zones de santé du district du Nord-Ubangi (Equateur). A l'initiative du gouvernement de la Grande-Bretagne, ce projet a remis les véhicules à chacune de ces zones de santé ainsi que des motos afin de renforcer leurs capacités de supervision.

Plus de 1 100 cas de choléra enregistrés au Katanga. Trois quatre malades sur les 1 173 souffrant du choléra sont morts au Katanga. ces chiffres couvrent la période allant du 1er janvier au 16 février dernier. Le bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) a publié ces statistiques dans son bulletin d'information du mercredi 26 février. Selon le médecin chef de la zone de santé, la situation risque de s'aggraver avec la réouverture de la pêche sur le lac Moero samedi 1er mars. Le lac deviendra alors un lieu propice de propagation rapide de cette épidémie.

Katanga : les Fardc récupèrent 5 groupements qu'occupaient les Mai-Mai à Moba. Les Forces armées de la RDC ont récupéré cinq groupements de la chefferie de Nganye en territoire de Moba (Katanga), à l'issue d'une offensive qu'elles ont lancée il y a une semaine. Les autorités militaires et civiles du district du Tanganyika ont confirmé cette information vendredi 28 février. Ces cinq villages sur les sept que compte la chefferie de Nganye étaient sous contrôle des miliciens Mai-Mai depuis plus d'une année.

Kenge: la Ceni forme 958 agents pour la révision du fichier électoral. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) forme, depuis jeudi 27 février, environ 958 agents pour la révision du fichier électoral, à Kenge, chef-lieu du district de Kwango (Bandundu). Pendant deux semaines, les participants vont apprendre les techniques de collecte des données dans le cadre de l'opération de fiabilisation du fichier électoral et la stabilisation de la cartographie opérationnelle du processus électoral 2014-2016.

Nord-Kivu: affrontements entre FARDC et miliciens APCLS à Nyabiondo. Les militaires congolais et les miliciens de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) s'affrontent depuis ce vendredi 28 février dans la matinée à Nyabiondo au Nord-Kivu. Plusieurs sources font état des tirs à l'arme lourde et légère entendus à partir de cette localité.

Nord-Kivu : des ex-miliciens réticents pour intégrer l'armée. Environ deux mille ex-combattants qui attendent le processus de démobilisation à Bweremana, au sud-ouest de Goma (Nord-Kivu) hésitent de rejoindre la base militaire de Kitona au Bas-Congo pour entamer le processus de leur réintégration dans l'armée. Lors de la visite jeudi 27 février de la ministre suédoise de la Coopération et au développement, ils ont indiqué avoir « peur de leur lendemain ». Trois cents parmi eux ont été acheminés dans le centre de Kitona. Ils s'interrogent non seulement sur la survie de leurs familles mais aussi de leur retour dans leurs villages, qui selon eux, sont occupés par les groupes armés rivaux contre lesquels ils se battaient. « Nous avons amené nos armes ici. Mais ceux contre qui on se battait sont restés là bas. Maintenant nous apprenons que nos frères sont en train d'être tués », a affirmé l'un de ces ex-combattants. De plus, ils craignent d'être abandonnés une fois arrivés à Kitona. « Nous aimons l'armée mais nous souhaitons que le processus se passe ici. Déjà ici, nos femmes et nos enfants n'ont pas de nourriture. Nous souffrons beaucoup. Nous sommes prêts à aller en formation mais nous mangeons très mal», déclarent-ils. Le responsable du centre de Bweremana, le colonel Banza Mufankolo, a rejeté ces allégations. Il a précisé que la seule difficulté est le manque d'avion pour le voyage de ces ex-combattants vers Kitona. (Radio Okapi)

Les Fardc appellent les ADF à déposer les armes, avant «l'assaut final». Les Fardc appellent les rebelles ougandais des ADF qui refusent encore de désarmer à déposer les armes. Il s'agit d'une dernière chance donnée aux ADF avant l'assaut final de l'armée congolaise contre le dernier retranchement de ces rebelles, a précisé vendredi 28 février à Beni-ville, le porte-parole des Fardc au Nord-Kivu, le colonel Olivier Amuli.

La Ceni et ses partenaires réitèrent leurs engagements sur le processus électoral. Lors de leur à la 3e réunion sur la poursuite du processus électoral 2013-2016, tenue vendredi 28 février à Kinshasa, la Ceni, le gouvernement congolais et leurs partenaires internationaux se sont convenus de mettre en place des dispositions nécessaires à la tenue des prochaines élections en toute transparence et crédibilité. Les différentes parties ont opté pour une budgétisation de l'ensemble du processus électoral 2013- 2016, selon le président de la Ceni, l'abbé Malumalu. Le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej a assuré que le gouvernement prenait les dispositions nécessaires pour poursuivre le processus électoral en RDC, concernant la production législative, la sécurisation et le financement. De son côté, le représentant spécial adjoint pour la Monusco, Moustapha Soumaré, a affirmé qu'il était importance d'avoir une «visibilité» sur tous les besoins au niveau logistique des élections. (Radio Okapi)